

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31232]

22 AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les articles 398 et 399 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et l'article 12bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, en ce qui concerne le congé d'adoption et le congé d'accueil

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu le rapport du 20 février 2020, établi en application de l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 janvier 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 février 2021;

Vu le protocole de négociation n° 791 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 5 mars 2021;

Vu l'avis n° 69.001/4 du Conseil d'Etat, donné le 31 mars 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le livre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, l'intitulé du chapitre VI est remplacé par ce qui suit :

« **Congé d'adoption et congé d'accueil** ».

**Art. 2.** L'article 398 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 398. § 1<sup>er</sup>. L'agent qui, dans le cadre d'une adoption, accueille un enfant mineur dans sa famille, obtient un congé d'adoption de huit semaines.

La durée du congé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est allongée :

1° d'une semaine à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023;

2° de deux semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025;

3° de trois semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

L'alinéa 2 s'applique uniquement aux demandes introduites à partir de l'entrée en vigueur de l'allongement concerné et pour autant que le congé d'adoption prenne cours au plus tôt à partir de la même date d'entrée en vigueur.

La durée du congé d'adoption est doublée lorsque l'enfant remplit, en raison de son handicap, les conditions d'octroi du supplément d'allocations familiales en vertu de la réglementation relative aux allocations familiales qui lui est applicable.

La durée du congé d'adoption, le cas échéant doublée en vertu de l'alinéa 4, est allongée de deux semaines en cas d'adoption simultanée de plusieurs enfants mineurs.

§ 2. Le congé d'adoption peut être fractionné par semaine et est pris au plus tard dans les quatre mois qui suivent l'accueil de l'enfant dans la famille de l'agent. Ce délai est porté à huit mois lorsque la durée du congé d'adoption a été doublée en application du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

L'accueil se prouve par une inscription aux registres de la population ou au registre des étrangers de sa commune de résidence.

§ 3. En cas d'adoption internationale et par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le congé d'adoption peut être pris dès le lendemain de l'approbation, par l'autorité centrale communautaire compétente, de la décision de confier l'enfant à l'agent conformément aux articles 361-3, 5°, ou 361-5, 4°, du Code civil, afin d'aller chercher l'enfant dans l'Etat d'origine.

L'agent produit dans ce cas une attestation de l'autorité centrale communautaire compétente qui confirme l'attribution de l'enfant à l'agent.

§ 4. L'agent qui, dans le cadre d'une procédure de tutelle ou de placement d'un enfant mineur, se voit confier, pour une durée continue de minimum six mois, l'accueil de cet enfant mineur dans sa famille, a droit, pour prendre soin de cet enfant et une seule fois pour le même enfant, à un congé d'accueil de huit semaines.

L'agent produit dans ce cas la décision émanant de la juridiction ou du service compétents lui octroyant l'accueil de l'enfant.

La durée du congé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est allongée :

1° d'une semaine à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023;

2° de deux semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025;

3° de trois semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

L'alinéa 3 s'applique uniquement aux demandes introduites à partir de l'entrée en vigueur de l'allongement concerné et pour autant que le congé d'accueil prenne cours au plus tôt à partir de la même date d'entrée en vigueur.

La durée du congé d'accueil visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est doublée lorsque l'enfant remplit, en raison de son handicap, les conditions d'octroi du supplément d'allocations familiales en vertu de la réglementation relative aux allocations familiales qui lui est applicable.

La durée du congé d'accueil visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le cas échéant doublée en vertu de l'alinéa 5, est allongée de deux semaines en cas d'accueil simultané de plusieurs enfants mineurs.

§ 5. Le congé d'accueil peut être fractionné par semaine et est pris au plus tard dans les quatre mois qui suivent l'accueil de l'enfant dans la famille de l'agent. Ce délai est porté à huit mois lorsque la durée du congé d'accueil a été doublée en application du paragraphe 4, alinéa 5.

L'accueil se prouve par une inscription aux registres de la population ou au registre des étrangers de sa commune de résidence. ».

**Art. 3.** L'article 399 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 399. Le congé d'adoption et le congé d'accueil sont assimilés à des périodes d'activité de service.

Ces congés ne peuvent être cumulés avec le congé prévu à l'article 397, § 2. ».

**Art. 4.** Dans l'article 12bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) la phrase « Les dispositions du Livre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne sont applicables aux membres du personnel contractuel en ce qui concerne : » est remplacée par la phrase « Dans la mesure où le membre du personnel contractuel n'a pas fait usage d'autres dispositions légales ou réglementaires pour la même absence ou le même événement, les dispositions du Livre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne lui sont applicables en ce qui concerne : »;

b) au 10°, les mots « le congé d'accueil en vue de l'adoption visé » sont remplacés par les mots « le congé d'adoption et le congé d'accueil visés ».

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

L'agent qui, dans le cadre d'une adoption ou d'une procédure de tutelle ou d'accueil d'un enfant mineur, accueille un enfant entre 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le jour de la publication du présent arrêté bénéficie d'un délai supplémentaire de 4 mois à dater de ce jour pour prendre les semaines supplémentaires de congé que le présent arrêté lui accorde.

**Art. 6.** Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/31232]

**22. APRIL 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Artikel 398 und 399 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes und von Artikel 12bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder bezüglich des Adoptionsurlaubs und des Aufnahmeurlaubs**

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des Berichts vom 20. Februar 2020, der in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 21. Januar 2021 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 4. Februar 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 5. März 2021 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 791 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 31. März 2021 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 69.001/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;  
Nach Beratung,  
Beschließt:

**Artikel 1** - Im Buch III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird der Titel von Kapitel VI durch Folgendes ersetzt:

"Adoptionsurlaub und Aufnahmeurlaub".

**Art. 2** - Artikel 398 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 398 - § 1. Dem Bediensteten, der im Rahmen einer Adoption ein minderjähriges Kind in seine Familie aufnimmt, wird ein Adoptionsurlaub von acht Wochen gewährt.

Die Dauer des in Absatz 1 genannten Urlaubs wird verlängert:

- 1° um eine Woche ab dem 1. Januar 2023;
- 2° um zwei Wochen ab dem 1. Januar 2025;
- 3° um drei Wochen ab dem 1. Januar 2027.

Absatz 2 gilt nur für Anträge, die ab dem Inkrafttreten der betreffenden Verlängerung eingereicht werden, und unter der Voraussetzung, dass der Adoptionsurlaub frühestens ab demselben Datum des Inkrafttretens beginnt.

Die Dauer des Adoptionsurlaubs wird verdoppelt, wenn das Kind aufgrund seiner Behinderung die Bedingungen für die Gewährung des Kindergeldzuschlags nach den für es geltenden Vorschriften über Kindergeld erfüllt.

Die Dauer des Adoptionsurlaubs, der gegebenenfalls nach Absatz 4 verdoppelt wird, verlängert sich bei der gleichzeitigen Adoption mehrerer minderjähriger Kinder um zwei Wochen.

§ 2. Der Adoptionsurlaub kann in Wochen aufgeteilt werden und muss spätestens innerhalb von vier Monaten nach Aufnahme des Kindes in die Familie des Bediensteten genommen werden. Dieser Zeitraum wird auf acht Monate heraufgesetzt, wenn die Dauer des Adoptionsurlaubs gemäß Paragraf 1 Absatz 4 verdoppelt worden ist.

Der Nachweis der Aufnahme erfolgt durch einen Eintrag in das Bevölkerungsregister oder das Fremdenregister der Wohngemeinde des Bediensteten.

§ 3. Im Falle einer internationalen Adoption kann abweichend von Paragraf 1 Absatz 1 der Adoptionsurlaub ab dem Tag nachdem die zuständige gemeinschaftliche Zentralbehörde der Entscheidung, das Kind dem Bediensteten gemäß Artikel 361-3 Absatz 5 oder 361-5 Absatz 4 des Zivilgesetzbuchs anzuvertrauen, zugestimmt hat, genommen werden, um das Kind im Herkunftsstaat abzuholen.

In diesem Fall muss der Bedienstete eine Bescheinigung der zuständigen gemeinschaftlichen Zentralbehörde vorlegen, in der bestätigt wird, dass das Kind ihm zugewiesen wurde.

§ 4. Ein Bediensteter, der im Rahmen eines Verfahrens zur Vormundschaft oder Unterbringung eines minderjährigen Kindes für einen ununterbrochenen Zeitraum von mindestens sechs Monaten mit der Aufnahme dieses minderjährigen Kindes in seiner Familie betraut ist, hat zum Zwecke der Betreuung dieses Kindes und nur einmal für dasselbe Kind Anspruch auf acht Wochen Aufnahmeurlaub.

In diesem Fall muss der Bedienstete die Entscheidung des zuständigen Gerichts oder der zuständigen Behörde vorlegen, die ihm die Aufnahme des Kindes gewährt.

Die Dauer des in Absatz 1 genannten Urlaubs wird verlängert:

- 1° um eine Woche ab dem 1. Januar 2023;
- 2° um zwei Wochen ab dem 1. Januar 2025;
- 3° um drei Wochen ab dem 1. Januar 2027.

Absatz 3 gilt nur für Anträge, die ab dem Inkrafttreten der betreffenden Verlängerung eingereicht werden, und unter der Voraussetzung, dass der Aufnahmeurlaub frühestens ab demselben Datum des Inkrafttretens beginnt.

Die Dauer des in Absatz 1 erwähnten Aufnahmeurlaubs wird verdoppelt, wenn das Kind aufgrund seiner Behinderung die Bedingungen für die Gewährung des Kindergeldzuschlags nach den für es geltenden Vorschriften über Kindergeld erfüllt.

Die Dauer des in Absatz 1 erwähnten Aufnahmeurlaubs, der gegebenenfalls nach Absatz 5 verdoppelt wird, verlängert sich bei der gleichzeitigen Aufnahme mehrerer minderjähriger Kinder um zwei Wochen.

§ 5. Der Aufnahmeurlaub kann in Wochen aufgeteilt werden und muss spätestens innerhalb von vier Monaten nach Aufnahme des Kindes in die Familie des Bediensteten genommen werden. Dieser Zeitraum wird auf acht Monate heraufgesetzt, wenn die Dauer des Aufnahmeurlaubs gemäß Paragraf 1 Absatz 5 verdoppelt worden ist.

Der Nachweis der Aufnahme erfolgt durch einen Eintrag in das Bevölkerungsregister oder das Fremdenregister der Wohngemeinde des Bediensteten."

**Art. 3** - Artikel 399 dessen Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 399 - Der Adoptionsurlaub und der Aufnahmeurlaub werden Dienststätigkeitsperioden gleichgestellt.

Diese Urlaube dürfen nicht mit dem in Artikel 397 § 2 vorgesehenen Urlaub kumuliert werden."

**Art. 4** - Artikel 12bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2016, wird wie folgt abgeändert:

a) der Satz "Die Bestimmungen von Kapitel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes finden Anwendung auf die vertraglichen Personalmitglieder für was das Folgende betrifft:" wird ersetzt durch den Satz "Sofern das Mitglied des Vertragspersonals für dieselbe Abwesenheit oder dasselbe Ereignis nicht von anderen Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen Gebrauch gemacht hat, gelten für ihn die Bestimmungen von Buch III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in Bezug auf:";

b) unter Ziffer 10 wird die Wortfolge "den Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption nach" durch die Wortfolge "den Adoptionsurlaub und den Aufnahmeurlaub nach" ersetzt.

**Art. 5** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2021 wirksam.

Der Bedienstete, der im Rahmen einer Adoption oder eines Verfahrens der Vormundschaft oder Aufnahme eines minderjährigen Kindes ein Kind zwischen dem 1. Januar 2021 und dem Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses aufnimmt, gelangt in den Genuss einer zusätzlichen Frist von 4 Monaten ab diesem Tag, um die ihm durch das vorliegende Dekret gewährten zusätzlichen Urlaubswochen zu nehmen.

**Art. 6** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. April 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/31232]

**22 APRIL 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de artikelen 398 en 399 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en van artikel 12bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, wat betreft het adoptieverlof en het opvangverlof**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het rapport van 20 februari 2020, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 januari 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 februari 2021;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 791 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 5 maart 2021;

Gelet op advies van de Raad van State nr. 69.001/4, gegeven op 31 maart 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het opschrift van hoofdstuk VI van Boek III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wordt vervangen als volgt:

“Adoptieverlof en opvangverlof”.

**Art. 2.** Artikel 398 van dezelfde Code wordt vervangen als volgt :

“Art. 398. § 1. Het personeelslid dat, in het kader van een adoptie, een minderjarig kind in zijn gezin opneemt, krijgt een adoptieverlof van acht weken.

De duur van het in het eerste lid bedoelde verlof wordt verlengd:

1° met een week vanaf 1 januari 2023;

2° met twee weken vanaf 1 januari 2025;

3° met drie weken vanaf 1 januari 2027.

Het tweede lid is enkel van toepassing op de aanvragen die vanaf de inwerkingtreding van de betrokken verlenging worden ingediend en voor zover het adoptieverlof ten vroegste aanvangt vanaf dezelfde datum van inwerkingtreding.

De duur van het adoptieverlof wordt verdubbeld wanneer het kind wegens zijn handicap in aanmerking komt voor de toeslag op de kinderbijslag krachtens de op hem toepasselijke regeling inzake de kinderbijslag.

De duur van het adoptieverlof, in voorkomend geval verdubbeld krachtens het vierde lid, wordt met twee weken verlengd bij gelijktijdige adoptie van meerdere minderjarige kinderen.

§ 2. Het adoptieverlof kan in weken gesplitst worden en dient te worden genomen uiterlijk binnen de vier maanden die volgen op de datum waarop het kind in het gezin van het personeelslid wordt opgenomen. Die termijn wordt op acht maanden gebracht wanneer de duur van het adoptieverlof is verdubbeld overeenkomstig paragraaf 1, vierde lid.

De opvang wordt bewezen door de inschrijving in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister van zijn gemeente van verblijfplaats.

§ 3. In geval van internationale adoptie en in afwijking van paragraaf 1, eerste lid, kan het adoptieverlof worden genomen vanaf de dag nadat de bevoegde centrale autoriteit van de Gemeenschap de beslissing om het kind aan het personeelslid toe te vertrouwen, heeft goedgekeurd, overeenkomstig de artikelen 361-3, 5°, of 361-5, 4°, van het Burgerlijk Wetboek, teneinde het kind in de Staat van herkomst op te halen.

In dat geval dient het personeelslid een verklaring van de bevoegde centrale autoriteit van de Gemeenschap over te leggen waarin wordt bevestigd dat het kind aan het personeelslid is toevertrouwd.

§ 4. Het personeelslid dat in het kader van een toezichts- of plaatsingsprocedure voor een minderjarig kind gedurende een ononderbroken periode van ten minste zes maanden is belast met de zorg voor dat minderjarig kind in zijn gezin, heeft ten behoeve van de zorg voor dat kind en slechts eenmaal voor hetzelfde kind recht op acht weken opvangverlof.

In dat geval legt het personeelslid de beslissing over van de bevoegde rechterlijke instantie of dienst waarbij hem of haar het recht wordt verleend het kind op te vangen.

De duur van het in het eerste lid bedoelde verlof wordt verlengd:

- 1° met een week vanaf 1 januari 2023;
- 2° met twee weken vanaf 1 januari 2025;
- 3° met drie weken vanaf 1 januari 2027.

Het derde lid is enkel van toepassing op de aanvragen die vanaf de inwerkingtreding van de betrokken verlenging worden ingediend en op voorwaarde dat het opvangverlof op zijn vroegst ingaat op dezelfde datum van de inwerkingtreding.

De duur van het in het eerste lid bedoelde opvangverlof wordt verdubbeld wanneer het kind wegens zijn handicap in aanmerking komt voor de toeslag op de kinderbijslag krachtens de op hem toepasselijke regeling inzake de kinderbijslag.

De duur van het in het eerste lid bedoelde opvangverlof, in voorkomend geval verdubbeld krachtens het vijfde lid, wordt met twee weken verlengd bij gelijktijdige opvang van meerdere minderjarige kinderen.

§ 5. Het opvangverlof kan in weken gesplitst worden en dient te worden genomen uiterlijk binnen de vier maanden die volgen op de datum waarop het kind in het gezin van het personeelslid wordt opgenomen. Die termijn wordt op acht maanden gebracht wanneer de duur van het opvangverlof overeenkomstig paragraaf 4, vijfde lid is verdubbeld.

De opvang wordt bewezen door de inschrijving in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister van zijn gemeente van verblijfplaats. ”.

**Art. 3.** Artikel 399 van dezelfde Code wordt vervangen als volgt :

“Art. 399. Het adoptieverlof en het opvangverlof worden gelijkgesteld met perioden van dienstactiviteit.

Deze verloven kunnen niet worden gecumuleerd met het verlof bedoeld bij artikel 397, § 2.”.

**Art. 4.** In artikel 12*bis* van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de zin “De bepalingen van Boek III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden wat betreft:” wordt vervangen door de zin “Voor zover het contractuele personeelslid voor dezelfde afwezigheid of gebeurtenis geen beroep heeft gedaan op andere wettelijke of reglementaire bepalingen, zijn deze bepalingen op hem van toepassing wat betreft:”;

b) in punt 10°, worden de woorden “het verlof voor de opvang met het oog op adoptie bedoeld” vervangen door de woorden “het adoptieverlof en het opvangverlof bedoeld”.

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

Aan het personeelslid dat, in het kader van een adoptie of van een toezichts- of opvangprocedure voor een minderjarig kind, een kind tussen 1 januari 2021 en de datum van bekendmaking van dit besluit opneemt, wordt vanaf die datum een extra periode van vier maanden toegekend om de extra weken verlof op te nemen die hem bij dit besluit worden toegekend.

**Art. 6.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 april 2021.

Voor de Waalse Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,  
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE